



DÉCLARATION DE LA TAXE D'ABONNEMENT - FONDS D'INVESTISSEMENT ALTERNATIF RÉSERVÉ (FIAR)

1. Protection des données à caractère personnel



*: Champ obligatoire

Le formulaire que vous allez soumettre dans le cadre de votre demande contient des informations à caractère personnel. Ces informations seront enregistrées dans le système d'information du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), pour le compte du responsable du traitement, en l'occurrence l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, dans le cadre de la gestion des demandes d'aide. Les coordonnées de contact sont, tél : (+352) 247-80800, email : info@aed.public.lu.

Le traitement de vos données personnelles par le(s) responsable(s) de traitement est nécessaire aux fins de l'accomplissement de ses / leurs missions d'intérêt public et des obligations légales mises à sa / leur charge par la législation applicable.

Ces données incluent notamment :

- des données d'identification (nom, prénom, numéro de téléphone, adresse email) ;
- des données bancaires et financières (recettes et dépenses encourues et/ou prévisionnelles, y compris les frais de personnel et de l'entreprise, identification et numéro de compte bancaire).

Les données personnelles sont traitées par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA pour :

- la gestion administrative de votre demande ;
- la communication avec le demandeur ;
- le cas échéant, le versement de l'aide ;
- la gestion des demandes de droit d'accès, de rectification et d'opposition, et autres droits à l'égard des données personnelles ;
- la gestion éventuelle de réclamations et du contentieux.

Un refus de votre part de fournir les données personnelles demandées résultera dans l'incapacité des autorités compétentes de traiter votre demande.

Conformément à la loi actuellement en vigueur et dans les limites prévues par les textes applicables, les demandeurs sont en droit d'obtenir, sans frais :

- l'accès à leurs données personnelles ;
- la confirmation que des données personnelles les concernant sont ou ne sont pas traitées ;
- des informations portant au moins, sans que cette liste ne soit exhaustive, sur les finalités du traitement, sur les catégories de données sur lesquelles le traitement porte et les destinataires ou les catégories de destinataires auxquels les données sont communiquées ; ainsi que :



- dans les limites prévues par les textes applicables, le demandeur dispose également d'un droit de rectification des données personnelles le concernant et d'un droit d'opposition à la collecte et au traitement de ces données, sous réserve de justifier de raisons tenant à sa situation particulière. Il est également en droit, de demander l'effacement de tout ou partie des données ou une limitation du traitement.
- Ces données personnelles sont conservées par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA pendant la durée nécessaire à la réalisation de la finalité du traitement et au respect des obligations légales auxquelles il est soumis.
- Les données personnelles sont traitées en interne par les personnes dûment habilitées, dans la limite de leurs attributions respectives.

Elles sont également susceptibles d'être communiquées aux destinataires externes suivants :

- autorités administratives ou partenaires de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (par ex. : Commission européenne, Cour des Comptes, etc.) afin de permettre à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA de remplir ses obligations légales dans le contexte de la demande.


Pour toute question concernant le traitement de vos données personnelles, veuillez contacter l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA par courriel à l'adresse suivante : info@aed.public.lu ou par voie postale (308 Route d'Esch, L-1471 Luxembourg).

En cas de doute sur votre identité, le responsable de traitement pourra vous demander une pièce d'identité pour vous identifier sans équivoque.

Si vous deviez estimer que vos droits relatifs à la protection des données personnelles n'ont pas été respectés, vous avez la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) (<https://cnpd.public.lu>).

☒ * En soumettant ce formulaire, vous acceptez que vos données personnelles soient traitées dans le cadre de votre demande.

2. Trimestre

 Déclaration de la taxe d'abonnement pour un fonds d'investissement alternatif réservé (FIAR) :
Loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux FIAR.

Les déclarations doivent être présentées et le paiement des taxes doit se faire chaque trimestre dans les délais légaux c.-à-d. :

- pour le 1er trimestre de l'année, du 1er au 20 avril inclus ;
- pour le 2e trimestre de l'année, du 1er au 20 juillet inclus ;
- pour le 3e trimestre de l'année, du 1er au 20 octobre inclus ;
- pour le 4e trimestre de l'année, du 1er au 20 janvier inclus.

Tout retard entraîne une amende égale au dixième des droits dus.

Prière de faire vos paiements après avoir présenté la déclaration.


Année	2024
Trimestre	2e trimestre
Quel est le type de déclaration que vous souhaitez soumettre ?	Provisoire



3. Fonds d'investissement alternatif réservé (FIAR)

Numéro d'identification national du FIAR	2014100499976
Dénomination du FIAR	RAIF Test
Êtes-vous un AIFM établi à l'étranger ?	Non
Code CSSF de l'entité juridique concernée par la déclaration	V12345678
Constitution ou dissolution du FIAR en cours du trimestre	<input checked="" type="checkbox"/>
Date de constitution	04/04/2024
Date de dissolution	10/06/2024
Prorata :66/ 90	

4. Art. 46 (1) taux 0,01%

 Déclaration des avoirs nets taxés au taux de 0,01% et calcul de la taxe trimestrielle à payer.

Souhaitez-vous déclarer un ou plusieurs avoir(s) net(s) taxé(s) au taux de 0,01% ?

Oui

Pour ajouter un nouvel avoir, veuillez cliquer sur le bouton « Etape suivante ».

Montants totaux calculés (€)

TOTAL	4.730.733,08
Taxe annuelle (à 0,01%)	473,07
Taxe trimestrielle	118,27
À payer	86,73


Code CSSF	Avoirs nets au 09/06/2024	Devise Cours de change	Somme soumise à la taxe (€)
V12345678_00000001 1st asset taxed at 0.01%	1.500.000,00	EUR 1	1.500.000,00
V12345678_00000002 2nd asset taxed at 0.01%	2.750.000,00	GBP 0,8512	3.230.733,08
V12345678_00000003 3rd asset taxed at 0.01%	-2.360.000,00	GBP 0,8512	0,00



Code CSSF	Avoirs nets au 09/06/2024	Devise Cours de change	Somme soumise à la taxe (€)

5. Art. 46 (2) Exonérations

a) Fonds de fonds (investissement dans des fonds cibles luxembourgeois éligibles qui paient la taxe d'abonnement)

 La valeur des avoirs représentée par des parts détenues dans d'autres organismes de placement collectif pour autant que ces parts ont déjà été soumises à la taxe d'abonnement prévue par le présent article ou par l'article 174 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ou par l'article 68 de la loi modifiée du 13 février 2007 concernant les fonds d'investissement spécialisés.

Souhaitez-vous déclarer un ou plusieurs avoir(s) exonéré(s) ?

Oui

Avis important : Régime d'exonération « fonds de fonds » : investissements dans des fonds cibles luxembourgeois ayant déjà payé la taxe d'abonnement

Fonds cibles éligibles : Pour bénéficier de l'exonération de l'article 46, paragraphe 2, (a), le fonds cible luxembourgeois d'un fonds de fonds doit payer la taxe d'abonnement (il ne peut pas être exonéré sous les régimes d'exonérations de la taxe d'abonnement). L'article 46, paragraphe 2, (a) de la loi concernant les FIS prévoit que la valeur des avoirs représentée par des parts détenues dans d'autres fonds d'investissement ou organismes de placement collectif peut être exonérée pour autant que ces parts ont déjà été soumises à la taxe d'abonnement. Il peut donc s'agir d'un fonds cible de type OPC (loi de 2010), FIS (loi de 2007) ou FIAR (loi de 2016). La taxe d'abonnement doit avoir été payée au moins une fois sur le montant investi, que ce soit au taux de 0,05%, 0,04%, 0,03%, 0,02% ou 0,01%.

Fonds cibles non-éligibles : Un investissement d'un fonds de fonds dans une SICAR ou dans un fonds d'investissement soumis aux impôts directs ne peut jamais bénéficier de l'exonération de l'article 46, paragraphe 2, (a). Les fonds d'investissement de type « SICAR » ainsi que certains fonds d'investissement non régulés sont soumis aux impôts directs et ne paient pas de taxe d'abonnement. En conséquence, un investissement d'un fonds de fonds dans une SICAR ou un autre fonds d'investissement soumis aux impôts directs ne peut jamais être exonéré de la taxe d'abonnement en application de l'article 46, paragraphe 2, (a).

☒ * J'ai pris note de la présente notice d'information.

Pour ajouter un nouvel avoir exonéré, veuillez cliquer sur le bouton « Etape suivante ».

Montant total calculé (€)


TOTAL 568.911,73

CSSF Origine	CSSF Cible	Avoirs nets au 09/06/2024	Devise Cours de change	Montant exonéré (€)
V12345678_00000003 Source - 1st asset of the list a) of tax- exempt assets	O11111111_00000033 Target - 1st asset of the list a) of tax- exempt assets	120.000,00	USD 1,0898	110.111,95



CSSF Origine	CSSF Cible	Avoirs nets au 09/06/2024	Devise Cours de change	Montant exonéré (€)
V12345678_00000004 Source - 2nd asset of the list a) of tax- exempt assets	O22222222_00000044 Target - 2nd asset of the list a) of tax- exempt assets	500.000,00	USD 1,0898	458.799,78

b) Fonds monétaires (court terme)

 Les fonds d'investissement alternatifs réservés ainsi que les compartiments individuels de fonds d'investissement alternatifs réservés à compartiments multiples :

i. qui sont autorisés en tant que fonds monétaires à court terme conformément au règlement (UE) 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires ;
et

ii. qui bénéficient de la notation la plus élevée possible d'une agence de notation reconnue.

Attention : L'article 46, paragraphe 2, lettre b), dans sa version applicable au 28 juillet 2023, reste applicable aux fonds d'investissement alternatifs réservés qui, au 28 juillet 2023 ont bénéficié de la réduction prévue à ladite lettre b). (disposition transitoire de la loi du 21 juillet 2023, art. 64).

Souhaitez-vous déclarer un ou plusieurs avoir(s) exonéré(s) ?

Oui


Pour ajouter un nouvel avoir exonéré, veuillez cliquer sur le bouton « Etape suivante ».

Montant total calculé (€)

TOTAL 0,00

Code CSSF	Avoirs nets au 09/06/2024	Devise Cours de change	Montant exonéré (EUR)
V12345678_00000005 1st asset of the list b) of tax-exempt assets	-2.350.000,00	USD 1,0898	0,00

c) Fonds de pension/fonds de retraite

 Les fonds d'investissement alternatifs réservés ainsi que les compartiments individuels et les classes individuelles des fonds d'investissement alternatifs réservés dont les titres ou parts d'intérêts sont réservés à :

i. des institutions de retraite professionnelle, ou véhicules d'investissement similaires, créés sur l'initiative d'un ou de plusieurs employeurs pour le bénéfice de leurs salariés et,

ii. des sociétés d'un ou de plusieurs employeurs investissant les fonds qu'ils détiennent, pour fournir des prestations de retraite à leurs salariés.

Souhaitez-vous déclarer un ou plusieurs avoir(s) exonéré(s) ?

Oui

Pour ajouter un nouvel avoir exonéré, veuillez cliquer sur le bouton « Etape suivante ».




Montant total calculé (€)

TOTAL 2.156.358,96

Code CSSF	Avoirs nets au 09/06/2024	Devise Cours de change	Montant exonéré (EUR)
V12345678_00000006 1st asset of the list c) of tax-exempt assets	2.350.000,00	USD 1,0898	2.156.358,96

d) Fonds de microfinance

 Les fonds d'investissement alternatifs réservés ainsi que les compartiments individuels des fonds d'investissement alternatifs réservés à compartiments multiples dont la politique d'investissement prescrit qu'au moins 50 pour cent de leurs actifs sont investis dans une ou plusieurs institutions de microfinance.
Sont des institutions de microfinance au sens du présent point les institutions financières dont au moins la moitié des actifs est constituée par des investissements dans la microfinance ainsi que les organismes de placement collectif, les fonds d'investissement spécialisés et fonds d'investissement alternatifs réservés dont la politique d'investissement prescrit qu'au moins 50 pour cent de leurs actifs sont investis dans une ou plusieurs institutions de microfinance.
La microfinance vise toute opération financière autre que les prêts à la consommation dont l'objectif est d'assister les populations pauvres exclues du système financier traditionnel par le financement de petites activités génératrices de revenus et dont la valeur ne dépasse pas 5.000 euros.

Souhaitez-vous déclarer un ou plusieurs avoir(s) exonéré(s) ?

Oui

Pour ajouter un nouvel avoir exonéré, veuillez cliquer sur le bouton « Etape suivante ».


Montant total calculé (€)

TOTAL 2.156.358,96

Code CSSF	Avoirs nets au 09/06/2024	Devise Cours de change	Montant exonéré (EUR)
V12345678_00000007 1st asset of the list d) of tax-exempt assets	2.350.000,00	USD 1,0898	2.156.358,96



e) Fonds ELTIF

 Les fonds d'investissement alternatifs réservés ainsi que les compartiments individuels des fonds d'investissement alternatifs réservés à compartiments multiples qui sont autorisés en tant que fonds européens d'investissement à long terme conformément au règlement (UE) 2015/760 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux fonds européens d'investissement à long terme.

Souhaitez-vous déclarer un ou plusieurs avoir(s) exonéré(s) ?

Oui

Pour ajouter un nouvel avoir exonéré, veuillez cliquer sur le bouton « Etape suivante ».

Montant total calculé (€)

TOTAL 2.293.998,90

Code CSSF	Avoirs nets au 09/06/2024	Devise Cours de change	Montant exonéré (EUR)
V12345678_00000008 1st asset of the list e) of tax-exempt assets	2.500.000,00	USD 1,0898	2.293.998,90

6. Récapitulatif de la VNI totale déclarée

Montants totaux déclarés (€)

Art. 46 (1) taux 0,01% 4.730.733,08

Art. 46 (2) Exonérations

a) Fonds de fonds (investissement dans des fonds cibles lux. éligibles) 568.911,73

b) Fonds monétaires (court terme) 0,00

c) Fonds de pension/fonds de retraite 2.156.358,96

d) Fonds de microfinance 2.156.358,96

e) Fonds ELTIF 2.293.998,90

TOTAL VNI déclarée 11.906.361,63



7. Paiement

Montant de la taxe à payer pour le trimestre
(€)

86,73 €

🗨 Référence de paiement :

TABO/2014100499976/FB24Q2

Compte bancaire :

IBAN LU88 0019 5655 0669 0000 (Code BIC : BCEELULL)

Veuillez renseigner la référence de paiement lors de chaque paiement. Tout paiement perçu sans communication de la référence sera retourné. Prière de faire vos paiements après avoir présenté la déclaration.

8. Déclarant

Nom

Doe

Prénoms

John

Fonction

Asset manager

Données de contact

Téléphone

+352000000000

E-mail

john.doe@test.lu

Information concernant le domiciliataire ou autre entité juridique compétente pour le dépôt des déclarations fiscales pour la taxe d'abonnement

Dénomination sociale

MyDomiciliationCompanyName

Numéro d'identification national luxembourgeois de
l'entité juridique à 11 ou 13 chiffres (Matricule)

2003061599933



9. Signature

Signature du demandeur :